

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS GIRON PERE ET FILS

8 RUE COMMANDANT BARBIER
Z.I. COLBERT
51100 REIMS

Références : D3 i 2023 806
Code AIOT : 0005701621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement ETABLISSEMENTS GIRON PERE ET FILS implanté 8 RUE COMMANDANT BARBIER Z.I. COLBERT 51100 REIMS. L'inspection a été annoncée le 21/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS GIRON PERE ET FILS
- 8 RUE COMMANDANT BARBIER Z.I. COLBERT 51100 REIMS
- Code AIOT : 0005701621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GIRON PERE ET FILS est une entreprise créée en 1958 dont l'activité principale est la récupération de déchets triés (métaux ferreux, non-ferreux, papiers, cartons, équipements électriques et électroniques).

L'entreprise est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2013-A-120-IC du 29 octobre 2013 pour les rubriques n° 2718 (tri déchets dangereux), 2791 (tri déchets non dangereux), 2710 (collecte de déchets), 2713 (réutilisation de métaux) et 2714 (réutilisation de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale DEEE
- situation administrative
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		01/04/2021, article R.541-43			
11	Réserve incendie - échéances 2021	Lettre du 01/05/2021	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Décret du 06/06/2018, article Annexe	/	Sans objet
2	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Décret du 02/03/2023, article Annexe	/	Sans objet
3	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	/	Sans objet
4	Dispositions du contrat-type éco-organisme	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	/	Sans objet
5	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
7	Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 1	/	Sans objet
8	Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 2	/	Sans objet
9	Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	DEEE			
10	Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action nationale ayant pour thématique les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). La visite d'inspection a permis de constater que le traitement des DEEE était une activité mineure au sein de l'entreprise. Cependant, l'exploitant n'a pas de retour de son prestataire concernant le processus complet du déchet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article Annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711
Prescription contrôlée : 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ : régime de l'enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³ : régime de la déclaration avec contrôle périodique
Constats : L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le transit, tri et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) a une part minoritaire dans les activités de l'entreprise. L'entreprise a demandé l'autorisation pour la rubrique n° 2711 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation des DEEE) en espérant augmenter son volume. Cependant, cette activité est aujourd'hui, en dessous des seuils de déclaration de la rubrique n° 2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Sur l'année 2022, 700 kg de DEEE ont été pris en charge par l'exploitant soit environ 0.58 m ³ . Le site est autorisé à 400 m ³ par an. L'exploitant est donc en dessous des seuils autorisés par son arrêté préfectoral. L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Décret du 02/03/2023, article Annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2791
Prescription contrôlée : 2791. Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 : La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j : régime de l'autorisation 2. Inférieure à 10 t/j : régime de la déclaration avec contrôle périodique
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pu fournir sa déclaration GERE (Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets). L'inspection a contrôlé la déclaration GERE dématérialisée. Il en ressort que l'exploitant a déclaré que la quantité de déchets non dangereux traités représente environ 30 285 tonnes par an soit 83 tonnes par jour. L'exploitant respecte le seuil de la rubrique n° 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II. V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées l'existence d'un contrat indirect avec un opérateur de traitement.

L'opérateur de traitement dispose d'un contrat avec un éco-organisme dont l'exploitant a une copie.

Ces contrats permettent la traçabilité des déchets allant de leurs arrivées chez l'exploitant jusqu'à leurs valorisations finales.

Par courriel du 16/10/2023, une copie du contrat avec un éco-organisme a été transmis par l'exploitant. Ce contrat couvre l'ensemble des DEEE gérés dans l'établissement.

L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque sur ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions du contrat-type éco-organisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1

Prescription contrôlée :

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;

- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;

- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;

<p>– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.</p> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.</p> <p>Constats : Le contrat entre le sous-traitant de l'entreprise et éco-system reprend l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R.543-200-1 du Code de l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque particulière.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Constats : L'exploitant utilise Trackdéchets (plateforme numérique sur la traçabilité des déchets dangereux) conformément à l'article R.541-45 du Code de l'environnement.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque particulière à formuler.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique
<p>Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p>

Constats : L'exploitant met à disposition de l'inspection le registre chronologique sous format électronique. L'exploitant indique à l'inspection qu'il n'a pas de retour de l'opérateur concernant le traitement et la valorisation des déchets sortants de son exploitation. L'exploitant n'a donc pas le suivi de ses déchets. Aucune traçabilité n'est présente sur le site. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Marne, via une lettre de suite préfectorale, que l'exploitant lui transmette les rapports de traitement et de valorisation des déchets sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides
Prescription contrôlée : Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection que tous les DEEE contenant des fluides ne sont pas acceptés au sein de l'entreprise. L'exploitant explique ce refus par le manque de formation du personnel sur l'extraction des fluides des DEEE. Le registre ne fait pas mention d'entrée de DEEE contenant des fluides. L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque particulière sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des exigences de traitement des composants
Prescription contrôlée : Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous : -tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ; -équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ; -lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection qu'il ne reçoit pas de tubes cathodiques, que les DEEE

comprenant des gaz sont refusés et qu'il n'en a jamais reçu et refuserait, le cas échéant les lampes contenant du mercure.
L'inspection n'émet pas de remarque sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Extraction des piles et accumulateurs portables
Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 2 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
Constats : Les piles et accumulateurs ne sont pas pris en charge par l'exploitant. En cas de réception de ces déchets, ils sont envoyés directement à l'opérateur extérieur pour leur prise en charge. Si les accumulateurs sont démontés, ceux-ci sont automatiquement refusés. L'inspection des installations classées n'émet pas de remarque sur ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
Prescription contrôlée : Dispositions relatives à la composition des EEE et à l'élimination des DEEE Les aires de réception, de transit, regroupement et tri de préparation sont distinctes et clairement repérées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée. Les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que les cuisinières ou radiateurs sont retirés avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.
Constats : Les aires de réception, de transit, regroupement et tri de préparation sont clairement identifiées et repérées au nord-est du site pour le traitement des DEEE. Aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Réserve incendie - échéances 2021

Référence réglementaire : Lettre du 01/05/2021
Thème(s) : Autre, Réserve incendie - échéances 2021
Prescription contrôlée : Prendre en compte les préconisations des services départementaux d'incendie et de secours et réaliser les marquages concernant la réserve incendie actuelle (capacité de la réserve et interdiction de stationner).

Constats :

Lors de la visite d'inspection, la réserve incendie 120 m³ était en place. Les voies d'accès et l'aire d'aspiration sont dégagées. Cependant, le marquage de l'aire d'aspiration n'était pas effectué.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place le marquage de la zone d'aspiration de la réserve incendie conformément à l'annexe 2.5 des fichets techniques de ressources du SDIS consultable sur le site <https://www.sdis51.fr/ressources>.

Par courriel en date du 20/10/2023, l'exploitant indique que le marquage a été effectué. L'exploitant prouve les travaux effectués par un reportage photographique.

Il précise également qu'il a pris contact avec le service départemental de secours et d'incendie (SDIS) pour finaliser et acter la réception de la réserve incendie.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant sur la nécessité de transmettre à l'inspection l'attestation de mise en conformité de la réserve incendie, sous un délai de 1 mois.

Suite à la réception de cette attestation de mise en conformité, l'inspection des installations classées pourra lever l'échéance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois